

Ville de Bagnols-sur-Cèze
Département du Gard - Arrondissement de Nîmes

**Délibération n° 2019-12-114
du Conseil municipal
Séance du 21 décembre 2019**

**Date d'envoi des convocations
et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 12 décembre 2019
Nombre de Conseillers municipaux : 33
Nombre de Conseillers municipaux présents : 22
Nombre de Conseillers municipaux absents
ayant donné procuration : 9
Nombre de Conseillers municipaux absents : 2**

L'an deux mille dix-neuf, le 21 décembre à 9 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire.

Conseillers municipaux présents : Jean-Yves **CHAPELET**, Denis **RIEU**, Emmanuelle **CREPIEUX**, Maxime **COUSTON**, Ghislaine **COURBEY**, Michel **CEGIELSKI**, Monique **GRAZIANO-BAYLE**, Ghislaine **PAGES**, Rémy **SALGUES**, Jean Christian **REY**, Raymond **MASSE**, Ali **OUATIZERGA**, Christian **SUAU**, Aldjia **SAIDIA**, François **PENCHENIER**, Christine **MUCCIO**, Philippe **BERTHOMIEU**, Anthony **CELLIER**, Claudine **PRAT**, Christian **ROUX**, Claude **ROUX**, Jean-Pierre **NAVARRO**

Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : Catherine **EYSSERIC** procuration à J-Y Chapelet, Karine **GARDY** procuration à M. Cegielski, Laurence **VOIGNIER** procuration à P. Berthomieu, Carole **BRESCHET** procuration à JC Rey, Murielle **ISNARD** procuration à G. Pages, Yvette **ORTIZ** procuration à Ch. Roux, Anne-Marie **AYMERIC** procuration à JP Navarro, Serge **ROUQUAIROL** procuration à C. Prat, Vincent **POUTIER** procuration à R. Salgues

Conseillers municipaux absents : Stéphane **PEREZ**, Michel **AYMERIC**

Secrétaire de séance : Ghislaine **PAGES**

Objet : Règlement Local de Publicité de Bagnols-sur-Cèze – Bilan de la concertation – Arrêt du projet

Objectifs de la démarche

Par délibération en date du 13 avril 2019, le Conseil municipal de Bagnols-sur-Cèze, a prescrit la révision du Règlement Local de Publicité en vigueur sur son territoire depuis 1992.

Les objectifs annoncés lors de la délibération prescrivant le futur RLP sont les suivants :

- Valoriser le patrimoine architectural et paysager de la commune, en particulier à proximité des monuments historiques du centre-ville médiéval et des mails arborés qui l'entourent. Affirmer l'identité et l'image de la commune en général.
- Réintroduire éventuellement la publicité de manière modérée dans certains sites protégés.
- Améliorer la qualité des entrées de villes et les perspectives paysagères lointaines sur les massifs, la rivière Cèze et la vallée agricole.
- Renforcer l'attractivité et le dynamisme de l'activité commerciale, artisanale et industrielle tout en maîtrisant la publicité extérieure (Renforcement du qualitatif et de la lisibilité des enseignes et des publicités, homogénéisation de la signalétique).
- Proposer des solutions efficaces et bien intégrées pour l'annonce des manifestations temporaires et les activités agricoles.
- Prendre en compte les nouvelles formes d'affichage et les nouvelles technologies (numérique notamment).
- Réduire la consommation d'énergie (dans un souci de développement durable).

Bilan de la concertation

Monsieur le Maire rappelle que la concertation est une composante indispensable, et même obligatoire, de la procédure d'élaboration d'un RLP. La collectivité a donc établi les principes de la concertation avec les acteurs économiques locaux, les professionnels de l'affichage (afficheurs, fabricants d'enseignes), les associations de protection de l'environnement et tout public intéressé.

Les objectifs de la concertation étaient les suivants :

- alimenter la réflexion en rapport étroit avec les réalités locales,
- associer le plus tôt possible les acteurs locaux afin de connaître leurs sensibilités, leurs préconisations.

La Commune a mis à disposition du public en son siège un registre de concertation du 13 avril 2019 au 13 novembre 2019. Il était accompagné d'un dossier alimenté au fur et à mesure de la démarche comprenant la délibération initiale, le diagnostic, le débat du Conseil municipal susmentionné ainsi que l'avant-projet de RLP.

Deux remarques ont été faites sur le registre de concertation mis à disposition du public :

- Le 8 août 2019, un particulier, sis avenue de Berret, se déclare satisfait que le RLP envisage de limiter la publicité et la nuisance visuelle qu'elle génère. Il regrette cependant que l'interdiction de la publicité scellée au sol en ZR2 sur domaine privé et public ne soit pas étendue au domaine SNCF. Il souhaiterait que l'apposition de publicité soit soumise à l'accord des propriétaires voisins.

- ⇒ Il a été décidé de maintenir la publicité sur le domaine SNCF. Il est précisé que le RLP permettra cependant une forte réduction de la densité publicitaire dans certains secteurs et la réduction de la publicité en surface et en hauteur entraînera une moindre gêne pour les riverains.
- Le 18, puis le 30 octobre 2019, le président de l'association des Hamelines demande la modification des limites d'une parcelle et du site patrimonial remarquable afin de pouvoir maintenir quatre panneaux publicitaires et les recettes qu'ils génèrent.
- ⇒ Cette demande, sans rapport avec le RLP et concernant des dispositifs non régularisables situés hors agglomération n'a pas eu de suite.

Cinq réunions de travail ont été organisées, dont trois avec invitation et représentation de représentants des PPA (DDTM et CCI) : les 15 et 28 mai 2019 pour la présentation du diagnostic et des orientations du futur RLP et le 25 septembre 2019 pour la présentation et la validation de l'avant-projet de RLP.

Ces réunions de travail ainsi que les échanges par courriel avec les PPA ont permis de valider les orientations du futur RLP ainsi qu'un avant-projet de RLP.

Comme annoncé lors du lancement de la démarche, deux ateliers de concertation ont été organisés le 16 septembre 2019 à destination respectivement des sociétés d'affichage et associations et des entreprises communales et associations.

- Ces ateliers ont mobilisé 9 personnes extérieures à la mairie dont 4 sociétés d'affichage (JC Decaux France, Extérieur Média, Agora et De Cecco), la présidente de l'association Bagnols commerces et deux représentants de l'association bagnolaise des commerçants dont le vice-président, également élu à la CCI. Le deuxième représentant était également directeur de l'Intermarché de Bagnols-sur-Cèze.
- Ces ateliers ont permis d'échanger plus précisément sur les recommandations des afficheurs et sur les demandes des entreprises locales et de leurs représentants.
- Les représentants des afficheurs estimaient le RLP trop restrictif et de nature à remettre en question l'existence de la profession dans la Commune.
- Les commerçants ont fait part de leur crainte de perte de lisibilité. Ils souhaitent un RLP ne comportant pas trop de restrictions. Enfin, la mise en œuvre du RLP doit être équitable pour toutes les entreprises.

L'avant-projet de RLP a ensuite été adressé par courriel à l'ensemble des Personnes Publiques Associées et aux personnes qualifiées (représentants des afficheurs, associations...) pour avis.

A la suite de cet envoi, la Commune a reçu les avis suivants :

- Un courrier de l'Union de la Publicité Extérieure en date du 25 octobre 2019 estimant le RLP trop restrictif pour assurer la pérennité du média communication extérieure à court terme. Une présentation avec contre-propositions est jointe au courrier.

- Un courrier de la DDTM du 28 octobre 2019 invitant la Commune à commencer les mises en conformité des dispositifs illégaux.
 - ⇒ Un courrier de demande de mise en conformité a été envoyé à tous les afficheurs ayant des panneaux illégaux dans le Site Patrimonial Remarquable.
- Un courriel de la DDTM du 28 octobre 2019 demandant quelques ajustements rédactionnels du projet de RLP.
 - ⇒ La plupart ont été pris en compte.
- Un courrier de la société Agora daté du 30 octobre 2019 estimant la publicité sur le mobilier urbain trop favorisée par rapport à la publicité classique.
- Un courriel de la CCI du 5 novembre 2019 favorable à la dépollution de la Commune en limitant le nombre de panneaux publicitaires mais estimant « absurde » d'imposer « la mise aux normes des enseignes », ce qui pourrait grever la lisibilité de certains commerces.
- Un courriel de la société De Cecco du 13 novembre 2013 estimant le RLP trop restrictif.

Enfin, une réunion de travail à laquelle l'ensemble des Personnes Publiques Associées étaient invitées (réunion PPA) s'est déroulée le 6 novembre 2019 faisant le bilan de la concertation, procédant aux derniers arbitrages et validant le projet de RLP en vue de la présente délibération.

Certains ajustements sur la forme ont été opérés en particulier à la demande de la DDTM.

Les remarques et demandes des afficheurs sur le fond non prises en compte :

- Attention à la baisse de revenus des particuliers qui perdront des panneaux publicitaires.
- Favoritisme pour la publicité sur mobilier urbain.
- Promotion du média publicité extérieure. ¼ des annonces publicitaires sont locales.
- Autoriser un format maximum de 10,6 m² au lieu de 10 m².
- Autoriser les passerelles escamotables.
- En ZR2 : autoriser la publicité scellée au sol sauf unités foncières de moins de 50 m linéaire de coté sur voie.
- Largeur du pied : ¼ de la largeur du dispositif au lieu de 0,6 m.
- Réduire l'interdistance entre panneaux sur domaine SNCF.
- Soumettre les bâches publicitaires à la réglementation nationale.
- ZR3 : ne pas imposer de règles de densité au-delà de la réglementation nationale.
- Autoriser la publicité classique sur domaine public (pas seulement le mobilier urbain).

Les ajustements opérés sur le fond sont les suivants :

- Suppression de l'obligation pour la publicité scellée au sol d'une implantation perpendiculaire ou parallèle à la voie le long de laquelle se trouve le dispositif publicitaire.

Monsieur le Maire précise que le présent bilan, accompagné en annexes de toutes les pièces justificatives de la concertation (Extraits registre, présentations en atelier de concertation, comptes rendus de réunions, courriers, articles sur le site internet et dans le bulletin

municipal, tout document attestant de la nature et de l'objet de la concertation réalisée...) sont réunis dans un dossier qui constituera une des pièces du dossier d'enquête publique.

Contenu du projet de RLP

Le projet de RLP proscrit la publicité et les pré-enseignes scellées au sol sur la majorité du territoire, à l'exception des zones d'activité en agglomération et des pré-enseignes dérogatoires hors agglomération. Il interdit en outre toute forme de publicité dans le périmètre de la ZR1, compris dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable, sauf sur le mobilier urbain.

Des dispositions qualitatives pour les enseignes sont prévues pour l'ensemble du territoire, en distinguant commerces en rez-de-chaussée des habitations et bâtiments d'activité.

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.581-14 et suivants,

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.153-8 et suivants, L.103-3, R.153-1 et suivants,

Vu la délibération n° 033/2019 du 13 avril 2019 prescrivant la révision du règlement local de publicité et définissant ses objectifs et les modalités de la concertation,

Vu la délibération n° 2019-06-054 du 29 juin 2019 actant du débat qui a eu lieu au sein du Conseil municipal sur les objectifs et les orientations générales du projet de règlement local de publicité,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu le projet de règlement local de publicité et notamment le projet de règlement et ses annexes (plan de zonage, lexique...),

Vu la phase de concertation menée à compter de l'ouverture du registre de concertation du 13 avril au 13 novembre 2019, date de la réunion des personnes publiques associées faisant le bilan de la concertation,

Considérant que le projet de règlement local de publicité est prêt à être transmis pour avis aux Personnes Publiques Associées à son élaboration, ainsi qu'aux communes limitrophes et aux EPCI directement intéressés en faisant la demande,

Considérant que cette question a été présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 3 décembre 2019,

Le conseil municipal décide à l'unanimité :

- d'arrêter le bilan de la concertation mise en œuvre à l'occasion de l'élaboration du projet de règlement local de publicité, dont les modalités correspondent à celles qui ont été définies par la délibération du Conseil municipal prescrivant l'élaboration du RLP,

- d'arrêter le projet de règlement local de publicité de la commune de Bagnols-sur-Cèze tel qu'il est annexé à la présente,
- de préciser que la présente délibération et le projet de règlement local de publicité seront transmis pour avis :
 - à l'ensemble des Personnes Publiques Associées à l'élaboration du règlement local de publicité,
 - aux communes limitrophes et aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés qui en feront la demande,
 - aux présidents d'associations agréées qui en feront la demande.
- de préciser que la présente délibération est affichée, conformément aux dispositions des articles R. 153-21 et R. 153-22 du Code de l'urbanisme, pendant un mois, en mairie de la Commune de Bagnols-sur-Cèze.

Fait à Bagnols-sur-Cèze, le 21 décembre 2019

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
le
et publication et notification
du

Le Maire

Jean-Yves CHAPELET

P/le Maire
La Directrice Générale des Services
Martine DELAUNAY

Délibération déposée en Préfecture